

être dénaturée sans changer les fondements de la société?

Des mauvaises langues diront, avec raison, que Morin, militant de la Ligue,

à qui on avait refusé un poste d'assistant en droit, aurait pu être mieux soutenu par le SNES-SUP, si on l'avait jugé moins dangereux pour l'unanimité du syndicat.

UNE DÉPOLITISATION DES ETUDIANTS ?

Si l'on se réfère aux deux dernières grèves, il y a de quoi se poser des questions. Les étudiants de l'IUT en grève ont voulu contacter le CNPF au même titre que la CGT. Ceux de lettres applaudissaient bêtement à la démagogie de leurs profs !

Mais, en fait, les étudiants brestois ont-ils été quelquefois réellement politisés? Si on compare aux autres facs, on peut dire : "pas beaucoup". Mai 68 n'a pas tellement secoué les étudiants. Ils ont suivi et commenté ce qui se passait à Paris et ailleurs. Les cathos de gauche qui dirigeaient l'AGEB ont cependant du laisser la place à l'UEC, qui se sert toujours de ce sigle, totalement vidé de toute réalité. En 71, la Ligue et le PSU ont pris le dessus. Depuis, l'audience des révolutionnaires s'est décantée, et la situation politique fait qu'elle piétine pour le moins.

OU EN SONT LES ORGANISATIONS POLITIQUES

L'UEC, malgré la force du PCF sur la ville, a fini par perdre son hégémonie, comme sur toutes les autres villes. Son UMER ne se maintient plus que grâce au poids du SNES-SUP, sans lequel elle ne peut rien faire de significatif. Est-ce à dire que les étudiants ne sont pas attirés par les propositions réformistes et "démocratiques"? Non, bien sûr mais ce que propose l'UEC apparaît très peu crédible, et surtout les étudiants n'aiment pas du tout les pratiques manipulatoires.

Le courant de sensibilité à tout ce qui touche la Bretagne, assez paradoxalement, ne se traduit pas par la présence d'un groupe un tant soit peu influent (UDB, JEB). Le leit-motiv Bretagne=colonie, lancé sans aucune perspective concrète, ne mobilise pas grand monde, même parmi les étudiants, d'autant plus que c'est une analyse pour le moins simpliste.

La décomposition du PSU combinée à la radicalisation de nombreux militants cathos a laissé un courant confus, "basiste", refusant l'organisation politique structurée, et plus ou moins maoïsant. Ceux qui en font partie paraissent de moins en moins capables d'offrir des perspectives aux luttes étudiantes, du fait de leur manque de coordination nationale, et de leurs analyses erronées du mouvement étudiant. La tâche principale des militants étudiants serait, selon eux, de "servir le peuple" et non de prendre en charge l'animation politique du milieu.

Et nous?

Si le travail politique au sein de la classe ouvrière est pour nous une priorité absolue, nous ne négligeons pas pour autant le milieu étudiant.

Nos propositions de lutte et nos explications rencontrent un écho certain chez les étudiants: grève du restaurant universitaire, grève de Lettres en 71, grève contre le projet des CFP en 72 en Lettres, et contre le "numerus clausus" en Médecine.

Mais la mobilisation connaît évidemment des flux et des reflux. Les campagnes de soutien aux luttes ouvrières (Joint, Kaolin, Oraly, etc) et aux luttes anti-impérialistes (soutien à la révolution indochinoise) n'ont pas toujours rencontré l'écho qu'elles ont pu avoir ailleurs: le fait que les étudiants brestois, menacés par le chômage, s'occupent avant tout de leur situation fait qu'ils sont sans doute plus combattifs que d'autres sur les problèmes universitaires, mais peut-être moins immédiatement réceptifs aux thèmes de la solidarité ouvrière et internationale. Il y a là une situation de fait qui doit être compensée par la qualité du travail des révolutionnaires.